Traité établissant une Constitution pour l'Europe

10 sujets - 10 fiches
pour comprendre
et faire un choix
en connaissance de cause

- x [Les objectifs de l'Union](#)
- x [La démocratie européenne](#)
- x [La charte des droits fondamentaux](#)
- x [Les services publics](#)
- x [La politique sociale](#)
- x [Le libéralisme](#)
- x [Les coopérations renforcées](#)
- x [La Banque Centrale Européenne](#)
- x [L'OTAN](#)
- x [La révision du traité](#)

Traité établissant une Constitution pour l'Europe

Les objectifs de l'Union, réels progrès?

L'EUROPE ACTUELLE

Article 2

La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun, d'une Union économique et monétaire et par la mise en oeuvre des politiques ou des actions communes visées aux articles 3 et 4, de promouvoir dans l'ensemble de la Communauté **un développement harmonieux, équilibré et durable des activités économiques, un niveau d'emploi et de protection sociale élevé, l'égalité entre les hommes et les femmes, une croissance durable et non inflationniste, un haut degré de compétitivité et de convergence des performances économiques, un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement, le relèvement du niveau et de la qualité de vie, la cohésion économique et sociale et la solidarité entre les États membres.**

Article 3

1. Aux fins énoncées à l'article 2, l'action de la Communauté comporte, dans les conditions et selon les rythmes prévus par le présent traité:

.../...

i) la promotion d'une coordination entre les politiques de l'emploi des États membres en vue de renforcer leur efficacité par l'élaboration d'une stratégie coordonnée pour l'emploi

j) une politique dans le domaine social comprenant un Fonds social européen;

k) le renforcement de la cohésion économique et sociale;

l) une politique dans le domaine de l'environnement;

.../...

p) une contribution à la réalisation d'un niveau élevé de protection de la santé;

q) une contribution à une éducation et à une formation de qualité ainsi qu'à l'épanouissement des cultures des États membres;

r) une politique dans le domaine de la coopération au développement;

.../...

t) une contribution au renforcement de la protection des consommateurs;

u) des mesures dans les domaines de l'énergie, de la protection civile et du tourisme.

2. Pour toutes les actions visées au présent article, la Communauté cherche à éliminer les inégalités et à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes.

PROJET DE CONSTITUTION

Article I-3

1. L'Union a pour but de **promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples.**

2. L'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, et un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée.

3. L'Union oeuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement. Elle promeut le progrès scientifique et technique.

Elle combat l'exclusion sociale et les discriminations, et promeut la justice et la protection sociales, l'égalité entre les femmes et les hommes, la solidarité entre les générations et la protection des droits de l'enfant.

Elle promeut la cohésion économique, sociale et territoriale, et la solidarité entre les États membres.

Elle respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen.

4. Dans ses relations avec le reste du monde, l'Union affirme et promeut ses valeurs et ses intérêts.

Elle contribue à la paix, à la sécurité, au développement durable de la planète, à la solidarité et au respect mutuel entre les peuples, au commerce libre et équitable, à l'élimination de la pauvreté et à la protection des droits de l'homme, en particulier ceux de l'enfant, ainsi qu'au strict respect et au développement du droit international, notamment au respect des principes de la charte des Nations unies.

5. L'Union poursuit ses objectifs par des moyens appropriés, en fonction des compétences qui lui sont attribuées dans la Constitution.

Il n'y a quasiment aucun changement, ce sont les mêmes objectifs énoncés différemment.

On se rend compte que les objectifs de l'Union sont déjà très louables, mais qu'ils n'influencent pas les politiques européennes. Ce ne sont que des voeux pieux, peut on croire que cela va changer?

Article 16

... eu égard à la place qu'occupent les services d'intérêt économique général parmi les valeurs communes de l'Union ainsi qu'au rôle qu'ils jouent dans la promotion de la cohésion sociale et territoriale de l'Union, la Communauté et ses États membres, chacun dans les limites de leurs compétences respectives et dans les limites du champ d'application du présent traité, veillent à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions qui leur permettent d'accomplir leurs missions

Et il faut surtout regretter que les services publics ne fassent plus partie des valeurs de l'Union (article I-2 du projet de Constitution).

Car actuellement, les services publics font partie des valeurs de l'Union, comme on le voit avec l'article 16 du traité qui régit l'Europe actuellement.

Traité établissant une Constitution pour l'Europe

Une Europe anti démocratique

Le parlement européen actuel n'a pas, et n'aura toujours pas avec le traité constitutionnel, la possibilité de proposer des lois (article I-26).

Ce parlement de représentants démocratiquement élus n'est qu'une chambre de validation des directives (qui sont appelées lois dans le traité) émises par la Commission qui n'est pas élue par le peuple, et ne lui rend pas de comptes.

La Commission peut ainsi mener une politique ultra libérale, avec l'accord tacite des gouvernements, sans crainte d'être sanctionnée par nos votes, par nous les citoyens. Et c'est ainsi (article I-6) que nos parlements nationaux démocratiques seront toujours obligés de voter des lois qu'ils n'ont pas décidées (libéralisation du marché postal, de l'énergie, etc...) issues des directives européennes instaurées par une Commission sans contrôle démocratique du peuple (70% des lois françaises sont des lois issues du droit européen).

On nous présente ce projet de Traité constitutionnel comme étant une avancée démocratique, mais c'est faux.

Et on nous parle de la possibilité du droit de pétition qu'auraient les citoyens (article I-47).

Comme vous le voyez, cette possibilité n'aura aucune influence sur les sujet qui peuvent nous tenir à coeur et faire avancer nos sociétés vers plus de social.

Ce « référendum d'initiative populaire » ne permet que « *d'inviter* » la Commission qui peut ne pas donner suite. Et de toute manière, il faut que le sujet de ce référendum respecte la Constitution, on ne peut pas aller contre.

Par exemple, nous ne pourrions donc pas demander d'harmonisation sociale par le haut, puisque la Constitution l'interdit (article III-210).

Nous souhaitons une Europe démocratique au service de ces citoyens, on nous la refuse car cela permet à nos hommes et femmes politiques nationaux de se dédouaner en disant « on n'y peut rien, c'est la faute à l'Europe ».

Nous souhaitons un parlement qui puisse réellement représenter le peuple européen, et avoir l'initiative des lois.

Il faut réformer le principe de désignation (voire l'existence) de cette Commission européenne, pour que le peuple puisse enfin avoir un contrôle démocratique sur les choix politiques européens.

Article I-26

La Commission européenne

2. Un acte législatif de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission, sauf dans les cas où la Constitution en dispose autrement. Les autres actes sont adoptés sur proposition de la Commission lorsque la Constitution le prévoit.

.../...

7. La Commission exerce ses responsabilités en pleine indépendance. Sans préjudice de l'article I-28, paragraphe 2, les membres de la Commission ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement, institution, organe ou organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leurs fonctions ou l'exécution de leurs tâches.

Article I-6

Le droit de l'Union

La Constitution et le droit adopté par les institutions de l'Union, dans l'exercice des compétences qui sont attribuées à celle-ci, priment le droit des États membres.

Article I-47

4. Des citoyens de l'Union, au nombre d'un million au moins, ressortissants d'un nombre significatif d'États membres, peuvent prendre l'initiative d'inviter la Commission, dans le cadre de ses attributions, à soumettre une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles ces citoyens considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire aux fins de l'application de la Constitution.

Traité établissant une Constitution pour l'Europe

La Charte des droits fondamentaux – Alibi sans effet?

Deux points sont à aborder, le contenu de la Charte, et son champ d'application.

Concernant le contenu, ce texte est en recul par rapport à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948), à la Convention Européenne des Droits de l'Homme (1950), au Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966) et à la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs (1989).

Voici quelques absences inquiétantes par rapport à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 :

- interdiction d'arrestation et de détention arbitraires;
- droit de pouvoir jouir des arts, de la culture et des progrès scientifiques ;
- droit de pouvoir prendre part à la direction des affaires publiques et de pouvoir accéder aux fonctions publiques ;
- mention que la volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics.

Des droits oubliés: le droit au travail, à un revenu minimum, aux prestations sociales (retraites, chômage, ...), au libre choix des femmes à l'avortement, etc... la liste n'est pas exhaustive.

Concernant le champ d'application, les dispositions de la Charte ne s'appliquent qu'aux institutions de l'Union et aux États que lorsqu'ils mettent en oeuvre le droit de l'Union (article II-111 §1)

Et ces droits sont différents selon le pays: ils « *doivent être interprétés en harmonie avec les traditions (nationales)* » (article II-112 §4), et « *Les législations et pratiques nationales doivent être pleinement prises en compte* » (article II-112 §6). Le travail des enfants en Angleterre ne va pas s'arrêter.

La Charte ne saurait être interprétée de manière à permettre une extension des compétences de l'Union européenne au vue des mentions « *dans le respect des limites des compétences de l'Union* » (article II-111 §1) et « *n'étend pas le champ d'application du droit de l'Union au delà des compétences de l'Union* » (article II-111 §2). Concrètement, ce n'est pas parce que la Charte interdit les traitements dégradant ou le travail forcé que l'Union est habilitée à légiférer sur ces sujets.

Et de toute façon, le libéralisme prime: « *Les droits reconnus par la présente Charte qui font l'objet de dispositions dans d'autres parties de la Constitution s'exercent dans les conditions et limites y définies.* » En d'autres termes, les principes économiques d'inspiration néo-libérale abondamment précisés par ailleurs l'emporteront toujours.

Mais en lisant le préambule de cette Charte des droits fondamentaux, on comprend mieux ce qu'est cette Charte. Les services, les capitaux et les marchandises ont autant de droits que les personnes.

La Charte des droits Fondamentaux de l'Union Préambule

.../...

L'Union .../... cherche à promouvoir un développement équilibré et durable et assure la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux, ainsi que la liberté d'établissement.

Article II-111

Champ d'application

1. *Les dispositions de la présente Charte s'adressent aux institutions, organes et organismes de l'Union dans le respect du principe de subsidiarité, ainsi qu'aux États membres uniquement lorsqu'ils mettent en oeuvre le droit de l'Union. En conséquence, ils respectent les droits, observent les principes et en promeuvent l'application, conformément à leurs compétences respectives et dans le respect des limites des compétences de l'Union telles qu'elles lui sont conférées dans les autres parties de la Constitution.*

2. *La présente Charte n'étend pas le champ d'application du droit de l'Union au-delà des compétences de l'Union, ni ne crée aucune compétence ni aucune tâche nouvelles pour l'Union et ne modifie pas les compétences et tâches définies dans les autres parties de la Constitution.*

Article II-112

Portée et interprétation des droits et des principes

1. *Toute limitation de l'exercice des droits et libertés reconnus par la présente Charte doit être prévue par la loi et respecter le contenu essentiel des dits droits et libertés. Dans le respect du principe de proportionnalité, des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires et répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général reconnus par l'Union ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui.*

2. *Les droits reconnus par la présente Charte qui font l'objet de dispositions dans d'autres parties de la Constitution s'exercent dans les conditions et limites y définies.*

3. *Dans la mesure où la présente Charte contient des droits correspondant à des droits garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, leur sens et leur portée sont les mêmes que ceux que leur confère ladite convention. Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le droit de l'Union accorde une protection plus étendue.*

4. *Dans la mesure où la présente Charte reconnaît des droits fondamentaux tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux États membres, ces droits doivent être interprétés en harmonie avec lesdites traditions.*

5. *Les dispositions de la présente Charte qui contiennent des principes peuvent être mises en oeuvre par des actes législatifs et exécutifs pris par les institutions, organes et organismes de l'Union, et par des actes des États membres lorsqu'ils mettent en oeuvre le droit de l'Union, dans l'exercice de leurs compétences respectives. Leur invocation devant le juge n'est admise que pour l'interprétation et le contrôle de la légalité de tels actes.*

6. *Les législations et pratiques nationales doivent être pleinement prises en compte comme précisé dans la présente Charte.*

Traité établissant une Constitution pour l'Europe

Les services publics toujours menacés et attaqués

La 1ère information à donner est de préciser ce qu'est un SIEG (Service d'Intérêt Économique Général). Certains font croire que c'est le jargon européen pour définir l'ensemble des Services Publics, c'est faux. Les SIEG sont les services publics marchands (poste, électricité, gaz, transports, télécom, etc...). Les autres Services Publics (Éducation, Santé, ...) ne sont toujours pas définis dans les traités européens.

L'article III-166 oblige au respect des articles III-161 à 169 (Titre III - Chapitre I – Section 5) qui définissent **les règles de concurrences**.

La seule nouveauté (article III-122) est qu'il peut y avoir une loi européenne, « *dans le respect de la Constitution* » (donc de la concurrence), et à l'initiative donc de la Commission. Quand on connaît la frénésie de la Commission à privatiser les Services Publics, et qu'on lit l'article III-148, on peut s'inquiéter.

Qu'elle a été la politique européenne envers les SIEG jusqu'à présent?

Les États ont la liberté théorique de définir le champ de leurs SIEG, mais l'Union réduit cette liberté par des mesures concrètes qu'elle prend au nom de la concurrence (directives de libéralisation, suppression des monopoles publics, interdiction ou limitation des aides de l'État).

Depuis la fin des années 1980, les directives européennes (lois européennes) sont sans équivoque : télécommunications (libéralisation très importante en 1998, privatisation de France Telecom, qui pour mémoire, a annoncé une perte pour 2002 de 20,906 Milliards d'€, ce qui correspond à 18 millions de SMIC mensuels, ou à 348 € par français); postes (libéralisation des envois de plus de 350g en 1998; libéralisation des envois de plus de 50 g en 2006 (20% du marché); libéralisation totale en 2009); transports ferroviaires (libéralisation du fret en 2006 et voyageurs en 2010), etc...

Ce libéralisme a un but clair, profiter à des entreprises qui se voient offrir des marchés, mais où est le profit de l'utilisateur? Prix de l'eau gérée par des opérateurs privés en France largement supérieurs aux prix des régies publiques (doublement du prix et licenciements massifs au Royaume-Uni). Transport ferroviaire au Royaume Uni : réduction du service et de la performance, augmentation des prix, entretien et sécurité non assurés conduisant à la multiplication des accidents. Électricité : coupures en Espagne et en Italie; arrêt des investissements en Allemagne, bientôt en France? Poste: la libéralisation du marché postal conduit La Poste à la fermeture de près de 6000 bureaux de poste.

La protection des Services Publics n'a jamais été le souci de la Commission et de l'Union, et rien n'est prévu pour que cela change.

Article III-122

.....La loi européenne établit ces principes et fixe ces conditions, sans préjudice de la compétence qu'ont les États membres, dans le respect de la Constitution, de fournir, de faire exécuter et de financer ces services.

ARTICLE III-148

Les États membres s'efforcent de procéder à la libéralisation des services au-delà de la mesure qui est obligatoire en vertu de la loi-cadre européenne adoptée en application de l'article III-147, paragraphe 1, si leur situation économique générale et la situation du secteur intéressé le leur permettent.

La Commission adresse aux États membres intéressés des recommandations à cet effet.

Article III-166

1. Les États membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'édicent ni ne maintiennent aucune mesure contraire à la Constitution, notamment à l'article I-4, paragraphe 2, et aux articles III-161 à III-169.

2. Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux dispositions de la Constitution, notamment aux règles de concurrence, dans la mesure où l'application de ces dispositions ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de l'Union.

3. La Commission veille à l'application du présent article et adopte, en tant que de besoin, les règlements ou décisions européens appropriés.

Traité établissant une Constitution pour l'Europe

La politique sociale, abandonnée au profit du libéralisme?

Le premier article du traité définissant la politique sociale de l'Union (article III-209) borne clairement le champ de cette politique: *« l'Union et les États membres agissent en tenant compte ... de la nécessité de maintenir la compétitivité de l'économie de l'Union ».*

Quand on sait que le patronat et les libéraux détruisent nos acquis sociaux au nom de cette compétitivité, ça commence mal.

L'alinéa 1 de l'article III-210 est une liste impressionnante de sujets sur lequel l'Union « soutient » et « complète l'action des États membres ».

Or, sur tous ces sujets, le texte refuse toute exigence précise: d'après l'alinéa 2-a, on peut en effet *« améliorer les connaissances », « développer les échanges d'informations », « évaluer les expériences »* sur ces sujets, **« à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres ».**

A noter que l'on retrouve à douze reprises dans le traité, cette interdiction précisée de toute harmonisation qui permettrait une amélioration « par le haut » de nos sociétés.

A l'inverse, le mot « chômage » n'est utilisé à aucun moment dans le traité.

Quand à l'alinéa 2-b de ce même article, on lit bien que la loi doit éviter *« d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques telles qu'elles contrarieraient la création et le développement de petites et moyennes entreprises ».*

Le MEDEF approuve ce texte, on comprend qu'il s'y retrouve.

N'oublions pas que le droit du travail, actuellement attaqué de toutes parts, est considéré par le patronat comme une contrainte administrative et juridique (la protection sociale étant elle considérée comme une contrainte économique).

Politique Sociale Article III-209

L'Union et les États membres, conscients des droits sociaux fondamentaux, tels que ceux énoncés dans la Charte sociale européenne signée à Turin le 18 octobre 1961 et dans la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs de 1989, ont pour objectifs la promotion de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, permettant leur égalisation dans le progrès, une protection sociale adéquate, le dialogue social, le développement des ressources humaines permettant un niveau d'emploi élevé et durable, et la lutte contre les exclusions.

À cette fin, l'Union et les États membres agissent en tenant compte de la diversité des pratiques nationales, en particulier dans le domaine des relations conventionnelles, ainsi que de la nécessité de maintenir la compétitivité de l'économie de l'Union.

Article III-210

1. En vue de réaliser les objectifs visés à l'article III-209, l'Union soutient et complète l'action des États membres dans les domaines suivants:

- a) l'amélioration, en particulier, du milieu de travail pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs;*
- b) les conditions de travail;*
- c) la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs;*
- d) la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail;*
- e) l'information et la consultation des travailleurs;*
- f) la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, y compris la cogestion, sous réserve du paragraphe 6;*
- g) les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers se trouvant en séjour régulier sur le territoire de l'Union;*
- h) l'intégration des personnes exclues du marché du travail, sans préjudice de l'article III-283;*
- i) l'égalité entre femmes et hommes en ce qui concerne leurs chances sur le marché du travail et le traitement dans le travail;*
- j) la lutte contre l'exclusion sociale;*
- k) la modernisation des systèmes de protection sociale, sans préjudice du point c).*

2. Aux fins du paragraphe 1:

- a) la loi ou loi-cadre européenne peut établir des mesures destinées à encourager la coopération entre États membres par des initiatives visant à améliorer les connaissances, à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, à promouvoir des approches novatrices et à évaluer les expériences, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres;*
- b) dans les domaines visés au paragraphe 1, points a) à i), la loi-cadre européenne peut établir des prescriptions minimales applicables progressivement, compte tenu des conditions et des réglementations techniques existant dans chacun des États membres. Elle évite d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques telles qu'elles contrarieraient la création et le développement de petites et moyennes entreprises.*

Traité établissant une Constitution pour l'Europe

Le libéralisme institutionnalisé

Que la construction européenne se soit bâtie sur l'économie et un marché unique est un fait que personne ne nie.

Pour autant, faut-il que le libéralisme puisse s'installer comme essence même de la politique européenne sans qu'il y ait débat et choix réversible des citoyens selon les alternances?

On voit avec les articles ci-contre que les choix libéraux sont imposés aux États qui ne doivent pas s'y opposer (article I-5, III-156, III-157).

La fin de l'article III-314 donne le droit de considérer toute forme de protection (sociale, environnementale, droit du travail,...) comme autant « de restriction » ou « de barrière aux échanges ».

Le même article rétablit en douce l'Accord Multilatéral sur l'Investissement (l'AMI négocié dans le cadre de l'OCDE): « l'Union contribue ... aux investissements étrangers directs ».

L'AMI avait été supprimé grâce à la mobilisation du mouvement citoyen en 1998.

Cet accord prévoyait tout les droits pour les entreprises et toutes les obligations pour les États. Les Investisseurs auraient pu ainsi attaquer les États devant une juridiction pour faire lever toutes les contraintes (lois sociales, lois environnementales,...).

La directive Bolkestein, actuellement en cours de traitement par l'Union, reprend pour l'Europe le contenu de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) en négociation à l'OMC.

Un des points de cette directive, est le principe du «droit du pays d'origine»: le prestataire applique le droit du pays depuis lequel il est établi. C'est à dire qu'un travailleur polonais (par exemple) pourra venir travailler en France avec les réglementations (droit du travail, protection sociale,...) de son pays. C'est l'autorisation du dumping social au sein même du pays, la fin des délocalisations?

Cette directive doit finir son processus parlementaire d'ici fin 2005.

Article I-3

Les objectifs de l'Union

2. L'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, et un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée.

Article I-4

Libertés fondamentales et non-discrimination

1. La libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux, ainsi que la liberté d'établissement, sont garanties par l'Union et à l'intérieur de celle-ci, conformément à la Constitution.

Article I-5

Relations entre l'Union et les États membres

2. .../... Les États membres facilitent l'accomplissement par l'Union de sa mission et s'abstiennent de toute mesure susceptible de mettre en péril la réalisation des objectifs de l'Union.

Article III-156

Dans le cadre de la présente section, les restrictions tant aux mouvements de capitaux qu'aux paiements entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites.

Article III-157

2. ... Le Parlement européen et le Conseil s'efforcent de réaliser l'objectif de libre circulation des capitaux entre États membres et pays tiers, dans la plus large mesure possible et sans préjudice d'autres dispositions de la Constitution.

Article III-292

2. L'Union définit et mène des politiques communes... afin:
e) d'encourager l'intégration de tous les pays dans l'économie mondiale, y compris par la suppression progressive des obstacles au commerce international;

Article III-314

Par l'établissement d'une union douanière conformément à l'article III-151, l'Union contribue, dans l'intérêt commun, au développement harmonieux du commerce mondial, à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et aux investissements étrangers directs, ainsi qu'à la réduction des barrières douanières et autres.

Le libéralisme à la mode du Commissaire Bolkestein n'est en rien remis en cause par ce traité.

La libéralisation à outrance et la déréglementation sont inscrites au cœur même de ce traité constitutionnel.

Traité établissant une Constitution pour l'Europe

Les coopérations renforcées, l'illusion d'une Europe politique?

Les coopérations renforcées sont souvent présentées comme étant le moyen de faire avancer l'Europe politique plus rapidement en comité restreint de quelques pays.

On entend souvent que c'est l'ouverture pour coordonner des politiques fiscales et sociales.

Mais dès le premier article instituant les coopérations renforcées (article III-416), on comprend l'extrême limite de leur utilité: « *Les coopérations renforcées respectent la Constitution* », « *ne peuvent porter atteinte ni au marché intérieur* », « *ne peuvent constituer ni une entrave ni une discrimination aux échanges entre les États membres ni provoquer de distorsions de concurrence entre ceux-ci* ».

Aucune avancée allant à l'encontre du libéralisme institué dans la partie III ne sera donc possible, aucune avancée dans le domaine social ne pourra en sortir (l'article III-210§2 interdit toute harmonisation dans ce domaine, voir la fiche sur la politique sociale).

Chapitre III Coopérations Renforcées

Article III-416

Les coopérations renforcées respectent la Constitution et le droit de l'Union.

Elles ne peuvent porter atteinte ni au marché intérieur ni à la cohésion économique, sociale et territoriale. Elles ne peuvent constituer ni une entrave ni une discrimination aux échanges entre les États membres ni provoquer de distorsions de concurrence entre ceux-ci.

Articles III-419

1. Les États membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans l'un des domaines visés par la Constitution, à l'exception des domaines de compétence exclusive et de la politique étrangère et de sécurité commune, adressent une demande à la Commission en précisant le champ d'application et les objectifs poursuivis par la coopération renforcée envisagée. La Commission peut soumettre au Conseil une proposition en ce sens. Si la Commission ne soumet pas de proposition, elle en communique les raisons aux États membres concernés.

L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par une décision européenne du Conseil, qui statue sur proposition de la Commission et après approbation du Parlement européen.

L'article III-419 précise qu'aucune coopération renforcée ne peut avoir lieu dans un domaine de compétence exclusive de l'Union. Ce n'est pas rien, ces domaines sont: les règles de concurrence (le coeur de l'ensemble), la politique commerciale commune, l'union douanière, la conservation des ressources biologiques de la mer, la politique monétaire pour les États membres de la zone euro, certains accords internationaux (article I-13).

De plus, l'article III-419 nous montre que dans tout les cas, l'autorisation de procéder à une coopération renforcée est donnée par la Commission, l'organe maître du libéralisme en Europe.

La possibilité de coopérations renforcées existent déjà actuellement avec le traité en vigueur, et aucune ne s'est constituée en faveur d'une Europe sociale.

On ne peut donc honnêtement espérer aucune avancée au service des citoyens issue d'une coopération renforcée.

Traité établissant une Constitution pour l'Europe

La BCE ou la rigueur économique au détriment de l'emploi

Dès l'article I-3 qui définit les objectifs de l'Union, nous lisons: « *L'Union oeuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix....* ».

L'article I-30 réitère cet objectif, en définissant l'indépendance de la BCE (qui est précisée article III-188). La BCE est déjà actuellement indépendante, et ce traité n'offre aucune amélioration à ce sujet.

Cela n'empêche pas certain de dire à la lecture du début de l'article III-194 que les membres de l'Eurogroupe peuvent désormais fixer leurs orientations de politique économique, mais ils oublient de dire la suite « *en veillant à ce qu'elles soient compatibles avec celles qui sont adoptées pour l'ensemble de l'Union* », autrement dit pas de politiques à l'encontre de celle fixée par la BCE.

Une telle indépendance au service d'un dogme économique libéral est unique au monde, même les USA conserve un contrôle sur leur Fed, dont les objectifs sont aussi la promotion de la croissance et de l'emploi.

L'Union hiérarchise donc ses priorités : entre 4% d'inflation et 4% de chômage ou bien 2% d'inflation et 8% de chômage, elle privilégie le second cas de figure. Elle n'a pas hésité à blâmer l'Irlande quand elle se trouvait dans le premier.

Les États ont donc renoncer à intervenir en matière de politique monétaire.

La BCE par contre intervient dans les politiques nationales. Le français J.C. Trichet, président de la BCE, a reproché aux salariés de la zone euro de « *travailler en moyenne beaucoup moins d'heures par an qu'ailleurs* », appelant à des hausses de salaires inférieures au taux d'inflation et insistant sur l'exigence de « *réformes structurelles* » donnant plus de flexibilité au marché du travail et plus de concurrence sur le marché des biens et des services, car selon lui « *tout ce qui va dans le sens d'une plus grande souplesse, d'une plus grande flexibilité, d'une plus grande capacité d'adaptation, d'une plus grande productivité va dans la bonne direction* »

ARTICLE I-30

La Banque centrale européenne

1. La Banque centrale européenne et les banques centrales nationales constituent le Système européen de banques centrales. La Banque centrale européenne et les banques centrales nationales des États membres dont la monnaie est l'euro, qui constituent l'Eurosystème, conduisent la politique monétaire de l'Union.
2. Le Système européen de banques centrales est dirigé par les organes de décision de la Banque centrale européenne. **L'objectif principal du Système européen de banques centrales est de maintenir la stabilité des prix.** Sans préjudice de cet objectif, il apporte son soutien aux politiques économiques générales dans l'Union pour contribuer à la réalisation des objectifs de celle-ci. Il conduit toute autre mission de banque centrale conformément à la partie III et au statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne.
3. La Banque centrale européenne est une institution. Elle a la personnalité juridique. Elle est seule habilitée à autoriser l'émission de l'euro. **Elle est indépendante dans l'exercice de ses pouvoirs et dans la gestion de ses finances. Les institutions, organes et organismes de l'Union ainsi que les gouvernements des États membres respectent cette indépendance.**
.../...

ARTICLE III-188

Dans l'exercice des pouvoirs et dans l'accomplissement des missions et des devoirs qui leur ont été conférés par la Constitution et le statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne, ni la Banque centrale européenne, ni une banque centrale nationale, ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions, organes ou organismes de l'Union, des gouvernements des États membres ou de tout autre organisme. Les institutions, organes ou organismes de l'Union ainsi que les gouvernements des États membres s'engagent à respecter ce principe et à ne pas chercher à influencer les membres des organes de décision de la Banque centrale européenne ou des banques centrales nationales dans l'accomplissement de leurs missions.

ARTICLE III-194

1. Afin de contribuer au bon fonctionnement de l'union économique et monétaire et conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution, le Conseil adopte, conformément à la procédure pertinente parmi celles visées aux articles III-179 et III-184, à l'exception de la procédure prévue à l'article III-184, paragraphe 13, des mesures concernant les États membres dont la monnaie est l'euro pour:
 - a) **renforcer la coordination et la surveillance de leur discipline budgétaire;**
 - b) élaborer, pour ce qui les concerne, les orientations de politique économique, **en veillant à ce qu'elles soient compatibles avec celles qui sont adoptées pour l'ensemble de l'Union, et en assurant la surveillance.**

Traité établissant une Constitution pour l'Europe

Un asservissement à l'OTAN

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord est une organisation militaire.

Qui est le plus haut responsable militaire à l'OTAN? Un officier américain. Qui est son chef suprême? Le Président des États Unis.

Que des pays européens aient leur défense liée à l'OTAN est compréhensible.

Mais pourquoi le traité constitutionnel doit il asservir la politique de défense européenne à celle de l'OTAN (article I-41 alinéa 2)?

Il y a une différence entre « *respecter les obligations pour certains pays* » vis à vis de l'OTAN (début de l'alinéa 2) et mener une politique « *compatible* » avec celle de l'OTAN! (fin de l'alinéa).

Article I-41

Dispositions particulières relatives à la politique de sécurité et de défense commune

2 - .../...

La politique de l'Union au sens du présent article n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres, elle respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord pour certains États membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre.

3 - .../...

Les États membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires.

.../...

Quand à l'alinéa 3, il affirme la militarisation de l'Union. On ne peut pas augmenter les dépenses sociales, mais les budgets militaires oui!

Les marchands d'armes peuvent se satisfaire d'un tel article, mais où est le débat démocratique?

Encore une fois ce traité impose une politique au peuple européen sans que celui-ci soit consulté et sans que le choix démocratique des urnes puissent changer quoi que se soit.

L'OTAN n'est pas une institution européenne, et il ne devrait y avoir aucune référence à l'OTAN dans ce traité constitutionnel.

Quand à la militarisation, elle ne saurait être une obligation des pays de l'Union. La politique de sécurité et de défense commune de l'Union devrait être démocratiquement choisie et orientée vers la paix et la prévention des conflits.

Traité établissant une Constitution pour l'Europe

La révision du traité, option impossible

La procédure de révision ordinaire prévoit la constitution d'une Convention, puis d'une Conférence des représentants des gouvernements, puis une ratification par chaque État membre. Autrement dit un processus long et lourd qui correspondrait à la négociation d'un nouveau traité, juste pour modifier un ou plusieurs articles.

Certains nous vantent donc les bienfaits d'une « clause passerelle » qui permettrait de modifier facilement ce traité, et de l'accepter tel quel avec ces défauts puisqu'il serait modifiable.

Il n'en est rien.

Vous avez ci contre les articles qui définissent la procédure de révision simplifiée, la fameuse clause passerelle.

On se rend donc compte que chaque pays à un droit de veto de par son parlement national (article IV-444§3).

De plus le *Conseil statue à l'unanimité*.

Quand à la procédure « simplifiée » pour modifier la partie III – Titre III qui correspondent aux choix politiques libéraux de cette Constitution, on voit que la simplification n'est pas excessive, puisque « *Le Conseil européen statue à l'unanimité* » et que « *les États membres, doivent ratifier conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.* » (article IV-445§2).

Il est donc utopique de croire et de faire croire que ce traité puisse être modifié pour obtenir une Europe plus sociale.

Le seul moyen est de négocier un traité sur de nouvelles bases, et pour cela, ce sont aux citoyens européens de faire entendre leur voix et leur choix quand on leur en laisse la possibilité.

Le référendum est là pour cela.

Vous avez maintenant de quoi vous faire une idée juste de ce qu'est ce « Traité instituant une Constitution pour l'Europe », et des conséquences qu'auront les choix politiques inscrits à l'intérieur sur votre vie quotidienne.

Article IV-444

Procédure de révision simplifiée

1. *Lorsque la partie III prévoit que le Conseil statue à l'unanimité dans un domaine ou dans un cas déterminé, le Conseil européen peut adopter une décision européenne autorisant le Conseil à statuer à la majorité qualifiée dans ce domaine ou dans ce cas.*

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.

.../...

3. *Toute initiative prise par le Conseil européen sur la base des paragraphes 1 ou 2 est transmise aux parlements nationaux. En cas d'opposition d'un parlement national notifiée dans un délai de six mois après cette transmission, la décision européenne visée aux paragraphes 1 ou 2 n'est pas adoptée. En l'absence d'opposition, le Conseil européen peut adopter ladite décision.*

Pour l'adoption des décisions européennes visées aux paragraphes 1 et 2, le Conseil européen statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent.

Article IV-445

Procédure de révision simplifiée concernant les politiques et actions internes de l'Union

1. *Le gouvernement de tout État membre, le Parlement européen ou la Commission peut soumettre au Conseil européen des projets tendant à la révision de tout ou partie des dispositions de la partie III, titre III, relatives aux politiques et actions internes de l'Union.*

2. ***Le Conseil européen peut adopter une décision européenne modifiant tout ou partie des dispositions de la partie III, titre III. Le Conseil européen statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen et de la Commission ainsi que de la Banque centrale européenne dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire.***

Cette décision européenne n'entre en vigueur qu'après son approbation par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

3. *La décision européenne visée au paragraphe 2 ne peut pas accroître les compétences attribuées à l'Union dans le présent traité.*

Article IV-446

Durée

Le présent traité est conclu pour une durée illimitée.